

pays. Bien entendu, ces déficits budgétaires sont la cause des taux d'intérêt élevés qui ont paralysé notre économie ces dernières années.

En bonne néo-démocrate, la députée estime qu'il ne faudrait pas négocier d'accord commercial bilatéral global avec notre principal partenaire commercial et que nos négociations multilatérales dans le cadre du GATT serviront mieux nos intérêts. C'est ce que les néo-démocrates ne cessent de nous répéter depuis des semaines. Malheureusement, comme tout néo-démocrate convaincu, la députée et ses collègues estiment également qu'il faut refuser toute décision du GATT qui n'est pas entièrement conforme aux politiques ou pratiques du Canada. La députée le pense sérieusement mais, à mon avis, elle se fourvoie complètement à ce sujet.

Faut-il donc s'étonner que la motion à l'étude soit un tel ramassis de slogans et de phrases toutes faites? Examinons un peu la position du NPD. Jamais nous n'avons vu une source aussi fertile de contradictions et de stupidités. Les néo-démocrates n'ont pas réussi à formuler, à l'endroit de l'accord de libre-échange, des critiques justifiées sur le plan économique et ils doivent malheureusement se contenter des vieux slogans que nous avons déjà entendus. Ils nous accusent de vendre notre pays à vil prix et de renoncer à notre souveraineté. Ils sont vraiment à court d'arguments.

Au début des négociations, le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré, et je pense que c'est encore très frais dans nos mémoires, que: «Notre souveraineté politique, nos programmes sociaux, notre détermination à lutter contre les disparités régionales, notre identité culturelle particulière et notre caractère linguistique distinctif constituent l'essence même du Canada et ne seront pas négociables». Le fait est que le gouvernement a respecté chacun de ces engagements. Pour ce qui est de la culture, nous avons présenté le projet de loi C-58 qui constitue le principal soutien économique de nos industries culturelles. Ce projet de loi demeure intact. Nous avons confirmé le statut particulier de l'investissement culturel au Canada.

Et qu'en est-il du développement régional? Notre droit souverain de prendre des initiatives dans ce domaine a été reconnu. Le fonds de diversification de l'Ouest est très important et très apprécié dans l'ouest du pays. L'Agence des perspectives de l'Atlantique et l'Agence de développement du nord de l'Ontario continueront à aider les régions à se diversifier et à développer leur économie. N'oublions pas qui a mis ces programmes en place. C'est notre gouvernement et notre premier ministre.

Et que dire des politiques sociales dont la députée a parlé? L'assurance-maladie, l'assurance-chômage et toutes les autres politiques sociales auxquelles tiennent tant tous les Canadiens, quelle que soit leur affiliation politique, demeurent intactes. De plus, nous conservons notre droit souverain de répondre aux besoins et aux désirs des Canadiens. En fait, nous nous apprêtons à exercer ce droit souverain une nouvelle fois en présentant, au cours des prochains jours, une politique nationale sur les garderies, ce qui constitue une grande première dans les annales de notre pays. Est-ce là le genre d'initiatives que prendrait un gouvernement prêt à renoncer à sa souveraineté? Bien

Les subsides

sûr que non. C'est le genre d'initiative que prend un gouvernement qui sait comment exercer sa souveraineté dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Aux termes de l'Accord de libre-échange, le Canada est libre d'appliquer la politique économique, sociale, culturelle et constitutionnelle de son choix. C'est exactement ce que nous avons fait au gouvernement et ce que nous continuerons de faire.

Nous avons entrepris des négociations bilatérales avec les États-Unis dans le même esprit que nous participons aux négociations multilatérales dans le cadre du GATT. Notre objectif est de rendre l'économie du Canada plus forte et plus compétitive sur le plan international grâce à la libéralisation des échanges commerciaux. Je me permets d'ajouter que je suis fermement convaincu que la prospérité dont le monde occidental a joui pendant les quarante ans qui se sont écoulés depuis la Deuxième Guerre mondiale est attribuable en grande partie à la politique de libéralisation des échanges commerciaux que nous avons appliquée de concert avec d'autres pays.

Nous croyons qu'en renforçant l'économie canadienne et en la rendant plus compétitive, nous ne pouvons que renforcer l'indépendance et la souveraineté du Canada. L'Accord de libre-échange représente une nouvelle vision du Canada, la vision d'un pays fort et dynamique ayant un rôle de premier plan à jouer sur la scène mondiale. Nous envisageons le Canada de l'avenir comme un pays sûr de lui-même.

Quelle est la vision de ceux qui ont présenté la motion aujourd'hui et de ceux qui l'appuient? En deux mots, il me semble que c'est la vision de myopes timorés. A mon avis, ils ont malheureusement la vision d'un Canada qui se replie frileusement sur lui-même, un Canada qui est menacé de tous côtés, un Canada qui manque d'assurance. C'est extrêmement déplorable parce que, en tant que Canadien de l'Ouest, je comprends parfaitement que l'ouest du Canada a été peuplé il y a environ un siècle par des gens qui avaient de l'assurance, des gens convaincus que leur région pouvait devenir un membre prospère de la communauté mondiale.

● (1740)

Nous avons accompli tout cela dans le passé parce que nous avions confiance en nous. Au moment d'aborder le vingt-et-unième siècle, nous devons être guidés par une vision de ce genre. Malheureusement, il semble qu'il y a aujourd'hui beaucoup trop de Canadiens qui sont dépourvus de cette vision d'avenir, comme l'illustrent si clairement les membres des partis d'opposition. Au lieu de cela, ils ont une vision décevante et à mon avis incomplète de l'avenir de notre pays.

Le magazine *Maclean's* citait récemment Paul Reichman en ces termes: «Les Américains travaillent dur, mais les Canadiens travaillent mieux. Nous allons prospérer dans le cadre du libre-échange».

Nous partageons cet avis parce que nous croyons qu'il témoigne de la confiance et de la conviction des Canadiens, de la compétence, de l'ambition et de l'aptitude à travailler dur que nous avons démontrées dans le passé et que nous sommes impatients de poursuivre à l'avenir. Je crois qu'il est temps que le gouvernement du Canada fasse la preuve que la confiance qu'il a envers les Canadiens est égale à la confiance que les